

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## **ETAP-SANTE**

### **EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS**

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy  
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

## **31 DECEMBRE 2024**

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **ETAP-SANTE**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'assemblée générale,

#### **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ETAP-SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **FONDEMENT DE L'OPINION**

---

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 05 juin 2025

**C2A, Commissaire aux Comptes**

A blue ink signature, appearing to be 'Sébastien ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

## **ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	13 573	13 530	43	535
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	2 206	1 600	606	1 097
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	226 675	166 262	60 413	82 537
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	2 000		2 000	2 000
<i>Autres titres immobilisés</i>	1 710		1 710	1 710
<i>Autres immobilisations financières</i>	38 543	4 815	33 728	33 728
<b>Total I</b>	<b>284 707</b>	<b>186 207</b>	<b>98 500</b>	<b>121 608</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	2 288		2 288	10 408
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	16 690	12 829	3 861	3 650
<i>Autres créances</i>	232 121		232 121	262 356
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	2 377 103		2 377 103	2 006 774
<i>Charges constatés d'avance</i>	28 255		28 255	31 407
<b>Total II</b>	<b>2 656 457</b>	<b>12 829</b>	<b>2 643 628</b>	<b>2 314 595</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 941 164</b>	<b>199 036</b>	<b>2 742 128</b>	<b>2 436 203</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	142 465	142 465
Report à nouveau	80 606	133 549
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-126 949</b>	<b>-52 943</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>96 122</b>	<b>223 071</b>
<b>Total I</b>	<b>96 122</b>	<b>223 071</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	157 133	339 036
<b>Total II</b>	<b>157 133</b>	<b>339 036</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	214 181	203 274
<b>Total III</b>	<b>214 181</b>	<b>203 274</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		150
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	503 487	400 322
Dettes fiscales et sociales	1 771 141	1 253 533
Autres dettes	60	10 147
Produits constatés d'avance		6 668
<b>Total IV</b>	<b>2 274 693</b>	<b>1 670 821</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 742 128</b>	<b>2 436 203</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	2 274 693	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	5	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	960	
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	37 870	38 229
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	3 783 361	3 560 524
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	53 739	16 746
Utilisation des fonds dédiés	181 903	153 321
Autres produits	46 525	4 118
<b>Total I</b>	<b>4 104 358</b>	<b>3 772 938</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	1 265 295	1 275 656
Impôts, taxes et versements assimilés	80 507	88 511
Salaires et traitements	1 912 730	1 700 013
Charges sociales	751 844	648 088
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	39 908	31 178
Dotations aux provisions	10 906	3 274
Reports en fonds dédiés		39 728
Autres charges	170 879	35 517
<b>Total II</b>	<b>4 232 070</b>	<b>3 821 966</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-127 712</b>	<b>-49 029</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	788	1 124
<b>Total III</b>	<b>788</b>	<b>1 124</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>788</b>	<b>1 124</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-126 924</b>	<b>-47 904</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		747
<b>Total V</b>		<b>747</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	25	753
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		5 012
<b>Total VI</b>	<b>25</b>	<b>5 765</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-25</b>	<b>-5 018</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>		<b>20</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 105 146</b>	<b>3 774 808</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 232 095</b>	<b>3 827 751</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-126 949</b>	<b>-52 943</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ETAP SANTE EDUCAT<sup>®</sup>THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 742 128 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 126 949 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 14 décembre 2021 et enregistrée sous le numéro W9R1009928.

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE émane de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé qui prévoit que les dispositifs existants de coordination et d'appui aux professionnels (réseaux de santé territoriaux, MAIA, Plateforme Territoriale d'Appui) intègrent, au plus tard le 24 juillet 2022, un dispositif régional unique d'appui à la coordination du parcours complexe (DAC).

A la Réunion, les réseaux et l'équipe opérationnelle de la PTA ont engagé une réflexion début d'année 2021 autour de l'intégration au sein du DAC de La Réunion.

Les textes réglementaires prévoient que le Dispositif d'Appui à la Coordination des parcours de santé complexes :

1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, et les autres professionnels concernés :

2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé.

Les DAC devront avoir un système d'information unique partagé entre tous les professionnels intervenant dans le dispositif.

Au regard des missions attendues du DAC et des missions actuellement assurées par les composantes, il a été décidé que doivent fusionner au sein du DAC :

- l'équipe opérationnelle de la PTA,
- les MAIA,
- le réseau Réucare.

## Règles et méthodes comptables

- Le réseau RP974

L'association ETAP-SANTE émane donc de 3 associations OIIS Appui, Réucare et le Réseau Pédiatrique 974.

Conformément aux dispositions de l'article L.6327-3 du code de la Santé Publique la gouvernance de l'association susvisée assure une représentation équilibrée des acteurs des secteurs sociaux, médicosociaux et sanitaires, intégrant notamment des représentants des usagers, du conseil départemental et des communautés professionnelles territoriales de santé.

Les activités de l'association ETAP-SANTE se structurent autour de projets :

- DAC-La Réunion
- ETP-La Réunion
- Expertise pédiatrique

Pour mener à bien ses missions, l'association ETAP-SANTE est financée par le biais d'une subvention principale octroyée par l'Agence Régionale de la Santé de la Réunion (ARS) au travers d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Règles et méthodes comptables

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions légales, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Les droits évalués à la clôture s'élève à 27 640 €, charges patronales comprises (taux de 35%).

Modalités de calcul de l'indemnité de départ à la retraite

Hypothèses de calculs retenues

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2024)

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 573			13 573
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>13 573</b>			<b>13 573</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	2 206			2 206
- Instal.générales, agencements aménagements divers	52 217			52 217
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	181 265	3 972	10 778	174 458
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>235 688</b>	<b>3 972</b>	<b>10 778</b>	<b>228 881</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 000			2 000
- Autres titres immobilisés	1 710			1 710
- Prêts et autres immobilisations financières	38 543			38 543
<b>Immobilisations financières</b>	<b>42 253</b>			<b>42 253</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>291 514</b>	<b>3 972</b>	<b>10 778</b>	<b>284 707</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		3 972		3 972
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>3 972</b>		<b>3 972</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		10 778		10 778
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>10 778</b>		<b>10 778</b>

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 038	491		13 530
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>13 038</b>	<b>491</b>		<b>13 530</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	1 109	491		1 600
- Instal.générales, agencements aménagements divers	18 364	6 913		25 277
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	132 580	19 184	10 778	140 986
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>152 053</b>	<b>26 588</b>	<b>10 778</b>	<b>167 862</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>165 092</b>	<b>27 079</b>	<b>10 778</b>	<b>181 392</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 315 609 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	38 543		38 543
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	16 690	16 690	
Autres	232 121	232 121	
Charges constatées d'avance	28 255	28 255	
<b>Total</b>	<b>315 609</b>	<b>277 066</b>	<b>38 543</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	3 126
Fournisseurs - rrr à obtenir	382
Charges sociales - produits à recev	10 622
Etat - produits à recevoir	200 000
<b>Total</b>	<b>214 130</b>

# Notes sur le bilan

## Fonds propres

### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	142 465				142 465
Report à Nouveau	133 549	-52 943			80 606
Excédent ou déficit de l'exercice	-52 943	52 943		126 949	-126 949
<b>Situation nette</b>	<b>223 071</b>			<b>126 949</b>	<b>96 122</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>223 071</b>			<b>126 949</b>	<b>96 122</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	203 274	10 906			214 181
<b>Total</b>	<b>203 274</b>	<b>10 906</b>			<b>214 181</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		10 906			
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 274 693 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	5	5		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	503 487	503 487		
Dettes fiscales et sociales	1 771 141	1 771 141		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	60	60		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>2 274 693</b>	<b>2 274 693</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Par convention signée le 09 mai 2022, sous la référence ARSR/DRGOS/2022/N°7, l'Agence Réunionnaise de Santé a octroyée à l'association ETAP SANTE, une subvention d'un montant de 1 978 243 €uros pour le financement du Dispositif d'Appui à la Coordination des parcours complexes (DAC).

L'association ETAP SANTE n'ayant pas consommé en totalité ladite subvention, la somme de 144 880 € a été constatée en subvention à rendre.

Par Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens signée le 14 décembre 2023, sous la référence ARSR/DATPS/2023/N°95, l'Agence Réunionnaise de Santé a octroyée à l'association ETAP SANTE, une subvention d'un montant de 400 710 €uros pour le financement des programmes d'Education Thérapeutique (ETP).

L'association ETAP SANTE n'ayant pas consommé en totalité ladite subvention, la somme de 223 014 € a été constatée en subvention à rendre.

Par Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens signée le 12 décembre 2024, sous la référence

## Notes sur le bilan

ARSR/DATPS/2024/N°07, l'Agence Réunionnaise de Santé a octroyée à l'association ETAP SANTE, une subvention d'un montant de 3 030 329 € pour le financement du Dispositif d'Appui à la Coordination des parcours complexes (DAC).

L'association ETAP SANTE n'ayant pas consommé en totalité ladite subvention, la somme de 379 435 € a été constatée en subvention à rendre.

Enfin, les fonds dédiés de l'association REUCARE non utilisés au 31/12/2022 ont été inscrit en compte "44190200 - subvention à rendre" pour un montant de 560 708 euros, des sommes pour lesquelles aucun fléchage n'existait à l'ouverture au 01/01/2022.

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	107 814
Dettes provis. pr congés à payer	101 613
Personnel - autres charges à payer	6 241
Charges sociales s/congés à payer	39 345
Charges sociales - charges à payer	4 938
Formation continue	24 629
<b>Total</b>	<b>284 580</b>

## Comptes de régularisation

### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	28 255		
<b>Total</b>	<b>28 255</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 308 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		3 776 693	6 668			3 783 361
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						3 783 361

## Autres informations

### Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 27 640 euros

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Les droits évalués à la clôture s'élève à 27 640 €, charges patronales comprises (taux de 35%).

Modalités de calcul de l'indemnité de départ à la retraite

Hypothèses de calculs retenues

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2024)

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat	810	5 970
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>810</b>	<b>5 970</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	810	5 970
<b>Total</b>	<b>810</b>	<b>5 970</b>

Bénévolat :

Pour mener à bien ses missions, l'association s'appuie sur des bénévoles dont l'apport n'est pas valorisé comptablement.

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée par l'association ETAP-SANTE sur la base de

## Autres informations

l'engagement des membres libéraux, des membres usagers ainsi que des anciens présidents des associations convergentes composant l'administration de l'association.

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'association ETAP-SANTE correspondent aux temps alloués par les bénévoles dans le cadre des réunions des instances (CA, AG et bureaux), des temps de concertation et enfin à des temps de participation à des groupes de travail.

Le tarif horaire a été fixé à 60 € et correspond au montant inscrit dans le règlement Intérieur de l'association dans le cadre de l'indemnisation des pertes de revenus générées par la participation aux groupes de travail.

Sur la base de ces éléments et du nombre d'heure de bénévolat au titre de l'exercice 2024 qui a été de 13 heures 30, la valorisation totale du bénévolat est estimée à 810 €.

## Fonds dédiés

### Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.  C	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ETP18->logiciel	9 152	9 152	57			9 094	
DAC	44 487	44 487				44 487	
DAC	7 255	7 255				7 255	
ETP	33 936	33 936				33 936	
CONSULTATION	11 983	11 983	11 983				
PEDIA	4 651	4 651	4 651				
ETP22-PILOTE+P	28 904	28 904	28 904				
DAC	136 667	136 667	100 000			36 667	
PEDIA	22 274	22 274	22 274				
PEDIA	39 728	39 728	14 034			25 694	
<b>Total</b>	<b>339 036</b>	<b>339 036</b>	<b>181 903</b>			<b>157 133</b>	

# RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

## **ETAP-SANTE**

### **EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS**

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy  
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

**31 DECEMBRE 2024**

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **ETAP-SANTE**

**Exercice clos 31 décembre 2024**

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

##### ***Conventions passées au cours de l'exercice écoulé***

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Paul, le 05 juin 2025

**C2A, Commissaire aux Comptes**

A blue ink signature, appearing to be 'S. ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé